

Le Premier ministre de Fidji s'oppose à toute initiative de développement qui porterait préjudice à l'environnement

Le Premier ministre de Fidji s'oppose à toute initiative de développement qui porterait préjudice à l'environnement



New York, 6 juin 2017/ ACP : Le Premier ministre de Fidji, S.E.M. Voreque Bainimarama soutient fermement que la protection de l'environnement prime sur les gains économiques à court terme, et appelle les États ACP et la communauté internationale dans son ensemble à opérer les changements nécessaires pour sauvegarder les mers et les océans à travers le monde.

Intervenant lors d'un déjeuner de haut niveau organisé par le Secrétariat ACP en marge de la Conférence des Nations Unies sur les Océans, qui se tient cette semaine à New York, le Premier ministre de Fidji - Président de la Conférence sur les Océans et de la prochaine Conférence sur la changement climatique (COP23) - a mis l'accent sur les éléments de base qui sont pris en compte dans l'ensemble des plans de développement de son pays.

« A Fidji, avant de déployer une initiative de développement, nous nous assurons qu'elle sera viable au plan environnemental. Cela peut impliquer des sacrifices en termes de gain financier immédiat. Mais, nous sommes prêts à en payer le prix », a-t-il affirmé.

Il s'agit là d'une démarche courageuse étant donné que Fidji est l'un des 37 États ACP classés parmi les petits États insulaires en développement (PEID).

Les PEID sont confrontés à des défis persistants en matière de développement ainsi qu'à des vulnérabilités singulières compte tenu leur petite taille, de leur base de ressources limitée, de leurs niveaux élevés de pauvreté et de dette, de leur éloignement et de leur exposition à des risques accrus liés aux défis environnementaux mondiaux.

Cependant, le Premier ministre de Fidji a également souligné que protéger l'environnement ne signifie pas sacrifier le développement : « Le maître-mot est le développement durable. Et se tourner vers l'économie bleue représente une opportunité à saisir pour réaliser l'immense potentiel économique qu'offre les océans tout en assurant leur viabilité à long terme ».



Libérer le potentiel de l'économie bleue.

Sur le thème « **Libérer le potentiel de l'économie bleue** », le déjeuner de haut niveau a permis aux différents participants de partager leurs expériences nationales et régionales en matière de gestion et d'utilisation durable des ressources côtières et marines, en vue de contribuer au développement socio-économique.

Bien que les PEID disposent d'un espace terrestre restreint, leurs vastes territoires englobent une zone économique exclusive qui peut s'étendre sur des millions de kilomètres carré de mer. Il est possible de l'exploiter en tirant parti des opportunités qu'offre l'économie bleue dans des domaines tels que la pêche, l'aquaculture, le tourisme, l'extraction minière des fonds marins, le transport maritime, la navigation et le développement portuaire, la biotechnologie et les énergies renouvelables.

Selon des études, les ressources océaniques sont susceptibles de générer des retombées économiques s'élevant à plusieurs millions, voire milliards, de dollars qui pourraient contribuer au développement socioéconomique des PEID ACP. A titre d'exemple, une étude récente réalisée par le Fonds mondial pour la nature a estimé la valeur totale de l'écosystème marin de la Mélanésie (située au sud-ouest de la région Pacifique) à environ 548 milliards de dollars, et celui de Fidji à 68 milliards de dollars.

Cependant, il est indispensable de promouvoir la collaboration au niveau mondial pour garantir l'utilisation et la gestion durable des ressources océaniques, et contribuer dans le même temps à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

« En tant que pays du Pacifique, nous nous considérons comme responsables de l'océan dans notre partie du monde, mais nous ne pouvons pas sauver nos eaux tout seul. Il en est de même pour les pays des Caraïbes ou les États côtiers d'Afrique. Un effort collectif est donc nécessaire au niveau mondial », a affirmé S.E.M. Bainimarama.

Le procès-verbal des travaux du déjeuner de haut niveau servira de base pour la publication d'un rapport ainsi que l'identification des domaines dans lesquels un appui pourrait être requis pour promouvoir le développement de l'économie bleue dans les PEID ACP. Il s'agira, dans la mesure du possible, de recenser des initiatives et de les reproduire au sein des PEID ACP grâce à un financement du programme d'appui au PEID ACP ou du programme intra-ACP de l'AMCC+. [1]



- Presse ACP

(Photos à partir du haut: Premier ministre de Fidji, S.E.M. J.V. Bainimarama, rencontre l'Ambassadeur du Kenya et Président du sous-comité du Développement durable, S.E. Johnson Weru; l'Ambassadeur de Maurice et Coordonnateur du Forum ACP sur les PEID, S.E. Haymandoyal Dillum; et le Secrétaire général du Groupe ACP, S.E. Dr. Patrick Gomes; le Secrétaire général du Groupe ACP souhaite la bienvenue aux participants lors du déjeuner de haut niveau sur les PEID et l'économie bleue, organisé par le Secrétariat ACP en marge de la Conférence des Nations Unies sur les océans.)

LIENS :

[Lire la déclaration complète du Premier ministre de Fidji](#) [2]

[Invitation et programme](#) [3]

Tags: [Articles](#) [4]

URL source: <http://www.acp.int/fr/content/le-premier-ministre-de-fidji-s-oppose-toute-initiative-de-developpement-qui-porterait-prejud>

Liens:

[1] <http://www.gcca.eu/about-the-gcca/intra-acp>

[2] http://www.acp.int/sites/acpsec.waw.be/files/20170605_FIJ%20PM.pdf

[3] <http://www.acp.int/sites/acpsec.waw.be/files/ACP%20Breakfast%20Meeting%20Invitation.pdf>

[4] <http://www.acp.int/fr/category/story-type/articles>